



# LE MILITANT

BULLETIN MENSUEL DE LA RÉGION BRETONNE  
DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

(Section Française de la 4<sup>e</sup> Internationale)

JANVIER-FÉVRIER 1949

N° 20

Rédaction — Correspondance — CALVÈS, André — Ecole des Garçons — LOGONNA-DAOULAS (Finistère)

## UNITÉ D'ACTION LA SANTÉ DU RÉGIME

Contrairement à la plupart des journaux, « Le Militant » ne souhaite pas hypocritement la bonne année à ses lecteurs. L'équipe de jeunes révolutionnaires, dont il est le pauvre moyen d'expression sait bien que des vœux ou des souhaits seulement, ne donneront pas aux travailleurs la solution au problème de la misère et du découragement qui est celui de la classe ouvrière en ce début d'année.

Dans l'ensemble, voici comment nous définissons la situation en France. La bourgeoisie continue ses efforts entrepris à la « Libération », pour remettre en état son appareil de production détruit par la deuxième guerre mondiale.

Le capitalisme français n'est plus qu'un tout petit garçon à côté de son géant de frère américain ; s'il veut réoccuper une petite place autour de la table familiale capitaliste il lui faut l'assentiment du grand frère et promettre de l'aider à préparer la guerre contre un autre géant, l'Union Soviétique ; sinon il doit disparaître...

La préparation à la guerre exige la défaite du prolétariat français et la destruction des organisations autonomes de la classe ouvrière. Le malheureux régime de démocratie bourgeoise, en dépit des efforts généreux de nos représentants qualifiés : Queuille-La Misère, Moch-l'assassin, etc..., est incapable de réaliser cela.

Au contraire, de Gaulle pose résolument sa candidature à la dictature et les points essentiels de son programme nous promettent précisément : la misère, la répression et la guerre. On juge s'il a l'oreille de la grande bourgeoisie aux abois.

Pour éviter la guerre, il faut supprimer la cause de la guerre, c'est-à-dire renverser le régime capitaliste et instaurer le socialisme qui seul peut assurer et la paix et le bonheur des hommes.

A ceux qui abrutissent le peuple en claironnant des vœux pieux, serait-ce du haut du Trocadéro, à ceux qui tentent de reléguer les travailleurs sur les voies de garage de la 3<sup>e</sup> force, à ceux qui épuisent la classe ouvrière en des luttes partielles, excessivement violentes, à la poursuite d'un gouvernement de collaboration de classe dont la bourgeoisie ne veut même plus, à tous ceux-là il faut répondre avec les armes de la lutte de classes.

Il faut resouder l'Unité du Front prolétarien en luttant pour : l'amnistie totale pour les mineurs emprisonnés, révoqués ou poursuivis, la protection des locaux, de la presse et des militants ouvriers contre les bandes gaullistes par le moyen des groupes d'auto-défense ou milices ouvrières, le respect total de la démocratie dans les organisations ouvrières, la constitution dans les entreprises de Comités de Front unique pour arracher ensemble une augmentation de salaire non hiérarchisée.

De cette façon et seulement de cette façon, la classe ouvrière retrouvera l'élan dont elle a besoin, et dont elle est capable, pour briser le Fascisme et la Guerre.

Un événement du mois, passé à peu près inaperçu. La mort de De Wendel, propriétaire du bassin de Briey. Cette fripouille casse sa pipe après avoir cassé celle de tant de gars.

Il crève, mais la famille continue, le régime aussi. En somme, un simple changement ministériel.

Gary Davis, lui, est bien en vie. Il s'agite en faveur de la paix et d'un monde uni.

Mais il se tait sur les moyens d'arriver à l'unité du monde. Pas un mot sur le prolétariat ou les peuples coloniaux. Autrement dit, sa propagande peut servir aussi bien Churchill que le Pape.

Ça n'est pas par hasard si Moch prête à Davis, radio, cinéma et permis de séjour. Faut endormir le prolétariat.

Or, il se trouve que le prolétariat ne dort pas, et en Chine moins qu'ailleurs.

Le régime du Kuomintang s'écroule, moins sous la pression des armées populaires qu'à la suite de la défection des armées de Chank Kai Shek.

Et après vingt ans de guerre civile pour le communisme, à la veille de la victoire des classes pauvres, on voit le chef stalinien Mao-Toè-Tung proposer un... gouvernement d'union démocratique.

Les bourgeois se remettent à espérer.

Un monsieur qui n'espère plus, c'est Bao-Daï. Il en a marre de jouer les empereurs fantoches.

Le capitalisme français est très ennuyé. Tout fout le camp. L'Empire d'abord, l'empereur ensuite.

Coup dur pour les rois de la finance.

Au Conseil de la République, à l'occasion de la démission de Marshall, Marrane, député P.C.F. de la Seine, a joint son salut à celui que les bourgeois ont adressé à Marshall.

Il est vrai que le subtil Marrane a dit qu'il saluait « l'homme ».

Avec ce genre de nuances, on peut faire un gouvernement avec Bidault qui est bourgeois, calottin... mais « si sympathique ».

L. N.



# DE GAULLE OUVRIER



Au cours du meeting, du 14 décembre dernier, au Vel d'Hiv, de Gaulle a exposé le programme social du R.P.F. « L'ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL ».

« Nous voulons faire en sorte que les travailleurs VALABLES deviennent des sociétaires au lieu d'être des salariés ».

Est-ce enfin la solution « L'ABOLITION du SALARIAT ». De Gaulle dit que « cette association prendra sa forme dans des contrats de société, passés sur un pied d'égalité entre les divers éléments les engageant les uns les autres. Le contrat devra prévoir et régler la rémunération de chacun suivant son échelle hiérarchique en fonction du rendement de l'entreprise constaté périodiquement par l'assemblée des participants ».

« Quant au syndicalisme « il est lavé de toute politique et devient uniquement professionnel. De Gaulle préconise « qu'aux conventions collectives de profession on substitue des contrats d'entreprises qui lieront collectivement et individuellement les travailleurs d'une entreprise à leur patron ».

Pour bien séduisante que paraisse cette « ASSOCIATION » elle constitue une véritable DECLARATION DE GUERRE au mouvement ouvrier et à la classe ouvrière toute entière.

« Quand il tente de préciser ce qu'il entend par ASSOCIATION CAPITAL-TRAVAIL, de Gaulle préconise le salaire proportionnel (système utilisé par Hitler). Basé sur le principe suivant : les ouvriers touchent un salaire de base inférieur de 1/3 à celui de leur profession. Ils touchent en outre un complément de salaire, proportionnel au volume des affaires de la société.

Mais de Gaulle passe à côté du vrai problème ; il parle d'une participation de CERTAINS TRAVAILLEURS aux BENEFICES (reste à savoir ce qu'il entend par travailleurs valables), mais il ne dit mot de la participation à la GESTION sans laquelle la participation aux bénéfices est illusoire : en effet le volume des affaires est calculé sur un indice fixé par le patron ; sans gestion les travailleurs sociétaires n'auront qu'un rôle de CONSTATATION sans CONTROLE sur les INVESTISSEMENTS de capitaux et la PRODUCTION.

D'ailleurs dans sa conférence de presse du 1<sup>er</sup> octobre il déclare : « Il faut accroître la production par tous les moyens, notamment par l'AUGMENTATION des HEURES de TRAVAIL ». Rester à trouver une force capable de faire davantage « suer le burnous », elle est toute prête : c'est la misère et son minimum vital. Par ce système de salaire proportionnel, à travail égal les ouvriers se font un salaire total légèrement inférieur à la moyenne ; en prolongeant la durée du travail et en accélérant la cadence jusqu'au forces limites humaines, ils obtiennent un salaire légèrement supérieur à la moyenne. Habile système de surexploitation.

En cas de mévente les ouvriers iront grossir les rangs des chômeurs, s'engageront dans les sections d'assauts ou dans le meilleur des cas seront réduits à un 1/2 salaire. C'est le partage du risque mais avec l'échelle hiérarchique renversée.

Pour laver le syndicalisme de toute politique il convient de le briser, de le morceler en une foule de syndicats d'entreprises, n'ayant ni AUTORITÉ, ni PUISSANCE, ni INDÉPENDANCE.

Pour de Gaulle l'ORDRE SOCIAL c'est l'AUTORITÉ et avant tout l'AUTORITÉ de l'ETAT dont il serait le MAÎTRE.

Bref, dans ce régime économique les travailleurs continueront d'être des exploités et le capital serait de plus un surexploitant.

Bob TRÉVIEN.

## MILITANTS ISOLÉS

Avez-vous réglé vos cotisations de décembre à Fred Rospars, instituteur à Plougasnou, C. C. P. 222-07 Rennes ?

## LE MILITANT D'AVANT-GARDE

Quelle est la situation des classes en France ?

D'un côté, une classe bourgeoise démoralisée, tremblante, « des petits hommes » comme disait un député du P. C. F.

De l'autre côté, le géant populaire, des masses ouvrières révoltées par leur affreuse misère.

Pourtant, le géant populaire a subi des échecs depuis des mois et des années.

Ne cherchons pas la cause dans les muscles affaiblis des « petits hommes » de la bourgeoisie. La cause réside UNIQUEMENT dans le fait que les ouvriers ont été lancés dans la bataille, un par un, corporation par corporation.

La tactique des leaders ouvriers a été très mauvaise. On a fusillé des généraux pour moins que cela, en certaines circonstances.

Le résultat de cette situation, c'est que beaucoup de travailleurs n'ont pas repris leur carte syndicale.

Notre devoir de militants prolétariens, c'est de dire aux travailleurs hésitants qu'ils doivent s'organiser. Mais si nous nous contentions de dire cela, nous ferions nous aussi un mauvais travail, car notre boulot consisterait à redonner des troupes aux chefs traîtres qui les démoralisent.

Demain, l'ouvrier, écœuré par les mêmes tactiques qui l'ont écœuré hier, serait en droit de nous déclarer : « Vous avez seulement su nous replacer sous le commandement des bureaucrates pourris ».

Nous n'avons pas le fétichisme de l'organisation. Nous ne crions pas « Unir pour Unir ». Notre lutte pour la reprise des cartes syndicales n'a de sens que si nous expliquons qu'il faut rentrer au syndicat pour chasser la direction qui sait seulement organiser des défaites.

D'autre part, un militant prolétarien doit prévoir l'argument des bureaucrates qui disent, la bouche en cœur, « Voyez comme la base est hésitante, lamentable, etc., etc... « Serrons les rangs pour lui redonner confiance. Critiquons-nous dans le privé, mais pas devant ces masses « hésitantes. Ayons une discipline de direction ».

Le militant prolétaire, lui, sait que l'hésitation, la démoralisation des ouvriers, ne sont pas dues à leur sang, à leur race ou à quelque stupidité du même genre.

Le militant prolétarien sait que la démoralisation est due UNIQUEMENT à la tactique des dirigeants.

C'est pourquoi le militant prolétarien ne tombe pas dans le panneau d'une « solidarité de direction ».

En toutes occasions, il montre quelle est la tactique juste, et il dénonce les mots d'ordre néfastes.

Il ne se contente pas de discuter dans des conseils syndicaux, il porte le débat devant tous les ouvriers, dans toutes les assemblées.

C'est seulement ainsi qu'il peut aider le prolétariat à construire une nouvelle direction révolutionnaire capable de le mener à la victoire.

André CALVÈS.



## CHEZ LES INSTITUTEURS

C'était le bon temps. Jouhaux embrassait Frachon. P.S. et P.C.F. se dressaient contre ces trotskystes diviseurs qui veulent faire de la politique au syndicat.

Lisez le bulletin aujourd'hui. Moi « P.C.F. » moi « socialiste » et tout, et tout.

Et les démocrates P.C.F. répondent aux démocrates S.F.I.O. qui, dans le même numéro répliquent. Et on peut voir 2 ou 3 fois la signature de Gourlay.

Aussi notre ingénue camarade M.-A. Rochcongar expédie un article. Mais Le Lann le lui renvoie illico. Il n'y a pas de place ma pauvre.

Marrant quand même ce front unique des « laquais de New-York » (comme disent les uns) et des « valets de Moscou » (comme disent les autres) contre les militants trotskystes. De qui donc pouvons-nous être les agents ?

## A.-M. FAUGLAS REpond A SIGNOR

Le lecteur se souvient que pendant toute une période la presse stalinienne du département me calomnia en me traitant « d'Hittérienne » et de « délatrice » (chose curieuse, jamais les chefs staliniens ne me firent un procès).

Le procès fut engagé par moi contre ces calomnieurs. Il se déroula à une époque où les ministres staliniens flirtaient à outrance avec la bourgeoisie. Cela permit à Signor d'obtenir des « attendus » calomnieurs. Il perdit cependant le procès et fut condamné à 8.000 fr. d'amende.

Le temps a passé, et ce servile larbin au service du Guépéou tente de laisser entendre dans « La Bretagne » du 22 janvier que c'est lui qui engagea le procès. L'infect Signor renouvelle ses calomnies. (Ce sont ses maîtres et non lui qui paient les dommages et intérêts). Il écrit en gros caractères que depuis le procès, j'ai « disparu de la scène politique ». Qu'en sait-il ce flic ?

Je continue comme par le passé mon activité politique, et à chaque occasion, je défend la position de mon parti.

L'odieux Signor s'inspirant du style de celui qui tient la chronique judiciaire dans « Le Télégramme » écrit « La femme Fauglas ». Il veut être blessant cet « homme », de paille du Guépéou !!

Mais chose curieuse, les calomnieurs du genre Signor oublient facilement leur saletés quand ils ne sont pas en service commandé.

Dans la même semaine où « La Bretagne » paraissait (jeudi 27 janvier) au cours d'une réunion à Quimper, l'autre Alain (Cariou) est venu amicalement vers moi, la main tendue (vieille habitude). Je n'ai pas serré cette main.

En terminant je livre ce fait à la réflexion des lecteurs qui pourront juger ces curieux « militants ouvriers » qui sont prêts à salir de la manière la plus ignoble un adversaire politique et qui viennent ensuite... (sans rancune !) lui tendre la main.

A.-M. FAUGLAS.

## A MORLAIX, ON NE SE CONTENTE PLUS DE TENDRE LA MAIN AUX CATHOLIQUES... ON MET DU FRIC DEDANS !

Dans le bulletin des instituteurs, Paul Mélou cloue au pilori les conseillers P.C.F. de Morlaix qui ont voté une subvention de 10.000 fr. pour la J.O.C.

Il cloue également au pilori les conseillers S.F.I.O. qui se sont abstenus... comme Ponce-Pilate !

Les conseillers P.C.F. n'ont pas encore donné d'explication de leur attitude. Après tout, ils sont bien dans la ligne « pour un gouvernement d'union démocratique » réunissant la faucille et le goupillon.

Le conseiller S.F.I.O., Gérard Morvan, lui, a répondu. Il estime tranquillement qu'il pouvait bien s'abstenir puisque le P.C.F. votait « pour » !!

Mais le véritable argument-massue de Morvan consiste à parler des heures consacrées à la défense laïque au cours de sa vie.

Espérons que dans son compte, ne figure pas le temps qu'il passe à défendre le gouvernement d'alliance S.F.I.O.-M.R.P.

Ce n'est plus drôle d'entendre des gars qui soutiennent activement une politique, responsable des progrès du cléricisme depuis des années, venant ensuite se prévaloir de quelques réalisations en faveur d'un patro laïque. Il serait aussi logique qu'un capitaliste ayant fait suer 40 millions à ses ouvriers, vienne se prévaloir d'avoir fait une aumône de 40 sous. Belle défense et beau sujet.

M.-A. ROCHCONGAR.

## LE RECLASSEMENT

Le « Télégramme » s'apitoie sur les difficultés du gouvernement et nous apprend que le reclassement de la fonction publique ne sera pas intégral cette année. Nous pouvions nous y attendre, mais tout de même, la nouvelle n'est pas très réjouissante !

Les instituteurs ont déjà perçu « la grosse paye » afférente à la première tranche du reclassement, avec effet rétroactif à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1948.

Cette augmentation de nos traitements — tout le monde, à part les « gouvernementaux », s'accorde à la reconnaître — est dérisoire, et ne permet pas de combler les brèches que les incessants trains de hausse pratiquent dans les budgets.

La réalisation de la revalorisation de la fonction publique aurait exigé quelques 90 ou 100 milliards, et le gouvernement en accorde à peine 40. A ce train il faudra 2 ans pour que tout soit terminé.

Et quel reclassement !

Nous étions tous d'accord pour réclamer le principe : « à indice égal, traitement égal ». Or qu'arrive-t-il ? Un instituteur hors-classe, indice 360, perçoit 306.000 fr. et un chef de section administration centrale, indice 360, 447.000 fr. Différence : 141.000 fr. Une paille... !

D'autre part, la fixation des nouveaux traitements s'est faite en tenant compte d'un minimum vital de 10.200 fr. qui permet tout juste de vivre de pommes de terre et de pain sec. Par conséquent, si le reclassement n'est terminé que l'an prochain, nous risquons d'être toujours payés sur la base de ce minimum vital.

Ce qu'il nous faut donc arracher c'est l'application, dans le cadre du reclassement, du principe « à indice égal, traitement égal ».

On ne peut trouver 100 milliards pour la fonction publique ? Diable ! Prenons-les aux crédits de guerre, il leur en resterait encore 200 milliards. Il est vrai que cela risquerait de compromettre « l'avenir » des territoires d'Outre-Mer, et du même coup, celui du gouvernement bourgeois.

Il nous faut aussi exiger un minimum vital décent. Non pas 15.000 fr., non pas 17.000 fr., mais au moins 22.000 fr. Ce chiffre correspond à celui que la C.G.T. a établi en 1945. Pourquoi ferions-nous au gouvernement don de ce qu'il nous vole ?

J'entends l'objection. « Bien sûr, 22.000 fr. correspondent à la réalité, mais la bourgeoisie ne les acceptera jamais. Soyons donc plus modestes ».

Accepte-t-elle plus facilement 15.000 fr. ? A ma connaissance, non. Les mineurs se sont battus pour cela. Les dockers aussi. Ils voulaient qu'on leur garantisse un minimum vital « acceptable » au moyen de l'échelle mobile. Ils voulaient une révision (non une suppression) des zones de salaires.

Le gouvernement a « accepté » à coups de mitraillettes et de grenades lacrymogènes.

Par conséquent, camarades, si nous acceptons les propositions gouvernementales, nous serons « revalorisés » bien sûr, mais cette revalorisation sera plutôt celle de la misère.

L'U. G. F. F. réclame le reclassement intégral pour le 1<sup>er</sup> janvier 1949, avec un versement d'attente mensuel de 3.000 fr. pour les petits fonctionnaires et 2.000 fr. pour les retraités.

Nous devons exiger, oui, le reclassement intégral, mais non accepter d'autres indemnités qui serviraient de prétexte au renvoi de la revalorisation aux calendes.

Parallèlement, il est indispensable d'obtenir un minimum vital convenable, garanti par l'échelle mobile et le contrôle ouvrier, sinon toute augmentation de salaire serait illusoire.

C'est pourquoi seule la grève générale peut nous apporter une satisfaction complète. L'échelle mobile et le contrôle ouvrier posent la question du gouvernement. L'union étroite de tous les prolétaires n'est pas de trop pour les obtenir.

Fred ROPARS.



# SUR LE FRONT OUVRIER

## HIÉRARCHIE - DIVISION

Les mineurs n'ont pas encore pansé les plaies qu'ils ont reçues en luttant seuls contre les forces de répression de l'Etat bourgeois, que des remous soulèvent déjà certains secteurs de la métallurgie parisienne. Il s'agit d'une augmentation de salaire de 25 %.

Quel est le travailleur qui n'a pas encore compris que hiérarchie des salaires = division du mouvement ouvrier ? Ce n'est sûrement pas toi camarade cheminot qui a été si bien roulé en juin et novembre 1947 au profit des cadres supérieurs, ni toi camarade métallo qui reçoit une augmentation de 1.400 fr. quand ton directeur touche 7.100 fr.; ni toi camarade mineur qui sort de prison et dont les gosses crèvent de faim pendant que la femme de ton ingénieur roule en voiture engoncée dans un manteau de fourrure ?

En 1936 beaucoup de gens parlaient de la révolution ; l'éventail des salaires s'ouvrait de 1 à 4 ; aujourd'hui il est de 1 à 16, et le nombre des révolutionnaires pleinement conscients a baissé bien que le régime soit plus pourri ! Qui donc n'a pas compris que ceux qui encaissent 10 ou 15.000 fr. dans le même temps que nous en recevons 1.000 sont ceux qui tiennent le plus au régime qui leur fait de si beaux cadeaux, et volent à son secours dès qu'il se trouve menacé ?

Tel cadre ouvrier de l'Arsenal est-il révolutionnaire ? Suffit de l'installer à un échelon où à chaque augmentation hiérarchisée il percevra le triple de ses anciens compagnons pour qu'il soit amené à penser qu'il n'a plus les mêmes intérêts à défendre et devienne partisan de la collaboration patron-ouvrier, dans le cadre du régime capitaliste.

Et qui se fait le champignon de la hiérarchie des salaires des 25 % ? Qui donc préconise la division ? F.O. et C.F.T.C. bien sûr, bien que la base soit contre, mais aussi les dirigeants de la C.G.T. qui seraient bien en peine de prouver que ce mot d'ordre a quelquefois appartenu au mouvement ouvrier !

Camarades, nous avons besoin de responsables révolutionnaires et non de diviseurs. Dans toutes les assemblées syndicales, à l'Arsenal ou dans le Bâtiment, partout condamnons la hiérarchie-division, partout réclamons une augmentation de salaire *égale pour tous* et battons-nous *tous ensemble*.

Jean CARIOU.

## SALUT AUX CAMARADES DU FINISTÈRE

Après un séjour de trois semaines à Logonna-Daoulas, les enfants des mineurs de la Loire ont regagné leur région.

La grand'mère du petit Alain qui avait accompagné les enfants, les parents des petites filles nous prient de transmettre aux camarades de la région, leur fraternel salut.

Mme Arsac ajoute avec tristesse à sa lettre que ses deux fils ont été condamnés à trois mois de prison pour avoir fait leur devoir d'ouvriers. (Le père du petit Alain a fait près de deux mois de prison... avant même d'être jugé).

Camarades, n'oubliez pas le chant du secours rouge « Jusqu'au jour de l'assaut final. Protégeons nos camarades... » Répliquez à l'ignoble Moch en continuant à adresser mandats et colis à la Fédération des mineurs (C.G.T.).

Oui, votre situation est difficile. C'est vrai. Mais vous ne pouvez pas réaliser la terrible misère des mineurs.

**SOUSCRIVEZ !! SOUSCRIVEZ !!**

**Diffusez " LE MILITANT "**

## SECOURS ROUGE

Samedi 8 janvier, à la cantine des 4-Moulins, la cellule de Brest organisait une petite fête en l'honneur de trois enfants de mineurs de la Loire.

Plus de cinquante militants et amis se sont retrouvés autour de tables garnies par eux de gâteaux, vins et fruits.

Jusqu'à minuit et demi, l'ambiance la plus sympathique et la plus enthousiaste régna.

Le camarade Calvès ouvrit la séance en rappelant ce qu'est la solidarité ouvrière et en précisant qu'elle ne consiste pas seulement à soutenir les combattants après la lutte, mais à les appuyer pendant le combat commun, c'est-à-dire, à lutter pour la grève générale.

Après ce court exposé, une lettre fut lue, expédiée par le secrétariat de l'Union locale C.G.T., s'excusant de ne pouvoir assister à la fête et lui souhaitant un plein succès.

La chorale des militants entonna ensuite quelques chants prolétariens : « Le chant du Secours rouge », « L'Appel du Komintern », « Zimmerwald », « Les partisans ».

Toute la soirée, militants, ajistes, sympathisants se succédèrent sur les planches pour raconter de bonnes histoires ou exécuter une danse folklorique.

Nous ne sommes pas près d'oublier les chants mimés de Jean Léostic, le cours d'italien de Capou, les mimes précises (très) de Jean Cariou, le chœur des Doaré, le dynamique refrain de Dédé Fichant, etc., etc...

Nous n'oublierons pas non plus la virtuose de l'accordéon qui aida tant à créer l'ambiance.

A minuit et demi, après lecture d'un poème dédié aux mineurs, l'assistance entonna l'Internationale, et chacun regagna son logis heureux de cette bonne soirée déroulée sous le signe de la solidarité prolétarienne.

LE TÉMOIN.

## DANS LES CENTRES D'APPRENTISSAGE

Monsieur Morice, vous êtes un zélé serviteur

Les ateliers du Centre d'apprentissage du Bâtiment de Brest sont dans un état fort misérable. « Il est inadmissible de m'avoir fait venir ici », dit récemment un visiteur de marque. Il est aussi inacceptable que des responsables de l'Enseignement technique permettent cela ! Et qui est le visiteur scandalisé ? André Morice, premier responsable de l'Enseignement technique !

Ce fidèle larbin a fait plaisir à ses maîtres, les patrons du Bâtiment, qui eux ne peuvent admettre que des jeunes apprennent un métier, en dehors de leur contrôle. En voilà des gaillards qui risquent d'être peu disposés à se taire sous le joug de l'esclavage. C'en est un scandale !

En attendant, l'apprentissage public, misérable à cause du désintéressement total des pouvoirs publics, en prend un coup, et un bon, tandis qu'en face, les curés se réjouissent. Ces derniers possèdent dans le département des établissements professionnels florissants et par dessus le marché, des garanties suffisantes d'abrutissement !

Pour ceux qui ne le savent pas, M. Morice, valet du capitalisme à l'Enseignement technique, est un entrepreneur nantais, monstrueusement enrichi sous l'occupation en... construisant le Mur de l'Atlantique.

Du beau monde en somme à la tête de l'Enseignement public.

LE LAMPISTE.



# LA JEUNE GARDE

## U. J. R. F. ou J. C. I.

Si le rôle du parti révolutionnaire est primordial parce qu'il doit diriger les luttes du prolétariat jusqu'à la prise du pouvoir, si ce parti est toujours nécessaire jusqu'à l'instauration de la société communiste, le rôle d'un *Mouvement révolutionnaire de la jeunesse* n'est pas moindre, tout en étant différent de celui du parti. Eduquer politiquement, défendre les intérêts particuliers à la jeunesse, sur le plan de l'armée, l'usine, l'école, des loisirs, tel est son rôle, tel était le sens de la lutte que menait jusqu'en 1927 la *Jeunesse communiste* contre le patronat et la république démocratique qui occupait la Ruhr et colonisait le Maroc.

Est-ce cette voie que suivent ceux qui se prétendent les successeurs de la J. C. ?

Jusqu'en 1946 la politique de flirt des dirigeants stalinien avec les « bourgeois de Londres » influe celle de leur jeunesse. La tactique du P.C.F. est de se présenter comme une force avec laquelle l'on doit compter, aussi quoi de plus simple que de regrouper tous les « jeunes républicains ». Si dans cette union le nombre y est, le contenu politique est nul ; les bonzes se frottent les mains, pour eux en effet, il vaut mieux conduire un troupeau de moutons bien dociles qu'une équipe de J. C. de la période « ultra gauche ». Tous les jeunes sans considération d'origine ni de conscience sociale ont libre accès aux cercles de l'U.J.R.F. qui se transforment en associations de plaisir et contribuent à renforcer l'illusion d'une amélioration possible et durable du monde sans révolution socialiste. C'est pourquoi Marty, l'ancien glorieux mutin de la Mer Noire, après avoir proclamé les vertus des sports, des loisirs et de la joie, conclut en invitant les jeunes ouvriers à produire, à s'unir et à défendre la France (14 février 1946).

Il est vrai que l'« Huma » avait montré la voie en invitant le peuple de Paris à venir, à l'Arc de Triomphe, acclamer de Gaulle (« Huma », 26 août 1944).

Cet absence de programme et, la principale activité des cercles de l'U.J.R.F.,



l'organisation de bals et sauteries, favorisent la croissance rapide du mouvement. Parallèlement et à l'intérieur des groupes il y a épuración contre ceux qui souhaitent la Révolution socialiste et tentent de développer l'esprit de classe dans leur groupe. Cette croissance ultra rapide entre dans les vues des bureaucrates stalinien, en effet après chaque grand tournant les bonzes ont lancé une campagne de recrutement. Il s'agit de noyer les anciens militants (bolcheviks et promotion « Lénine ») sous un flot de nouveaux inéduqués acceptant les directives des chefs géniaux sans discuter.

Aussi lorsque le flirt P.C.F.-bourgeois se rompt en avril 47 sous la pression des métallos de Renault en grève et de la classe ouvrière qui force les ministres stalinien à quitter le gouvernement tripartite, et quand pour conserver sa base ouvrière le P.C.F. est dans l'obligation de virer un peu à gauche, alors la GRANDE UNION se disloque et les volontaires pour décharger les wagons, le samedi, à l'Arsenal de Brest, commencent à se poser quelques petites questions.

C'est bien joli tout ça !!

« Les grandes phrases sur la FRANCE. Mais laquelle ! La mienne et mes 3.000 fr. par quinzaine ou bien celle du jeune gangster de La Baule et ses 150.000 fr. par mois ».

La Marseillaise des Pétain, des de

Gaulle ou l'Internationale des exploités ? Et les œuvres de Marx et de Lénine ?

L'on dissout les meilleures organisations de résistance sous prétexte de tactique, et l'on laisse assassiner FABIEN et condamner les officiers F.T.P. de Maubeuge !

Tactique, on laisse assassiner nos camarades Grecs par les troupes de Churchill !

Tactique, on dissout la glorieuse J. C. pour la remplacer par une Union où les REVOLUTIONNAIRES N'ONT PLUS RIEN A FAIRE !

Tactique, les ouvriers et paysans chinois se battent depuis 25 ans pour le jour de la victoire, voir s'établir un gouvernement d'Union démocratique !

On a tendu non plus la main, mais les bras aux curés. On s'est mis au garde à vous devant les généraux, on a léché les bottes aux flics.

Sous prétexte de tactique, on a collaboré au gouvernement du grand Bonaparte, et maintenant ce brave général se fait livrer par Schneider et consorts des mitraillettes pour démolir les meilleurs combattants ouvriers !

Assez ! Nous ne voulons plus être les valets de la bourgeoisie, mais ses fossoyeurs.

Et quand THOREZ nous dit « IL FAUT RECONSTRUIRE LA FRANCE ! », nous demandons « LAQUELLE ? » Gouvernement d'UNION DEMOCRATIQUE ! Tactique dictée par les intérêts du Kremlin et de sa bureaucratie opposée à une lutte révolutionnaire des masses et qui ne cherche qu'à exploiter la combativité des travailleurs pour faire pression sur la bourgeoisie.

Nous ne marchons plus pour le replâtrage du capitalisme pourri. Nous reconstruirons quand le pouvoir OUVRIER-PAYSAN sera instauré, quand nos efforts n'iront pas grossir les comptes chèques des mercantis, mais profiteront à l'ensemble des travailleurs.

Et toi ! Tu n'en as pas marre des tactiques et du néo-marxisme stalinien ?

Tu veux lutter, non pour la gloire de quelques bureaucrates mais pour toi, pour ta classe ? Alors, qu'attends-tu ?

Boby TRÉVIEN.

## L'ETAT FORT & LES A. J.

Tout doucement, insensiblement, par la voie parlementaire, de Gaulle se prépare à asservir les travailleurs. Nos bons ministres de la IV<sup>e</sup> République démocratique astiquent déjà son pavoi.

Morice, secrétaire d'Etat à la Jeunesse et aux Sports, vient de créer une commission chargée d'étatiser les Auberges de Jeunesse.

Alerte les copains ! Laisserons-nous celles-ci devenir le lieu de rendez-vous des bandes R.P.F. à l'instar des A.J. allemandes par les jeunesses hitlériennes ?

Laisserons-nous détruire le travail que des milliers de jeunes ont mis 20 dures années à accomplir !

Camarade ajiste, tu dois comprendre que la seule solution viable pour le problème ajiste, est dans le renversement du régime parlementaire pourri et dans la destruction du capitalisme cause de cette pourriture.

Tous ensemble nous lutterons pour faire avorter cette mesure dictatoriale.

Tous ensemble nous lutterons pour l'avènement de la Révolution socialiste qui seule est capable d'arrêter la montée du fascisme et de donner un sens à la formule ajiste : « Pour les jeunes — Par les jeunes ».

## LES AJISTES & LA GRÈVE

La solidarité ouvrière n'est pas un vain mot pour les groupes ajistes de Brest et du département. A l'appel lancé par les cellules du parti, ils ont par leur appui financier contribué à améliorer le séjour des enfants de mineurs victimes de la répression anti-ouvrière.

Pour eux la solidarité est liée à l'éducation dans l'action, et leur présence à la fête organisée en l'honneur des enfants de mineurs l'a démontré.

LISEZ

"MOULIN DE TOUS LES PAYS, UNISEZ-VOUS"

LA VÉRITÉ

REVUE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS







## LES 3 L

## LENINE

Parlant de la Révolution française, Jaurès déclarait en s'adressant aux partis bourgeois : « Vous en avez gardé les cendres ; nous, nous avons gardé la flamme ».

De même, aujourd'hui, le corps de Lénine est embaumé au Kremlin. Mais, seuls, les militants de la IV<sup>e</sup> Internationale ont suivi les enseignements du plus grand révolutionnaire prolétarien.

Nous pensons que la meilleure manière d'honorer la mémoire de Lénine, c'est d'étudier dans cet article, sa position sur un problème d'actualité : la question gouvernementale.

Afin de saluer aussi le 30<sup>e</sup> anniversaire du premier congrès de l'Internationale communiste, nous prendrons des extraits du discours que Lénine prononça à ce congrès.

Dans ce discours, Lénine montre que « dans la république que bourgeoise la plus démocratique, la machine gouvernementale est faite pour opérer l'écrasement du travail par le capital ».

« La valeur de la Commune de Paris consiste en ce qu'elle a tenté de détruire de fond en comble l'appareil gouvernemental bourgeois dans l'administration, dans la justice, dans l'armée et la police, en le remplaçant par l'organisation autonome des masses ouvrières ».

Celui qui a bien compris ces enseignements, ne peut pas tomber dans le panneau de chefs P.C.F. et S.F.I.O. qui veulent faire croire aux ouvriers que l'Etat change de nature parce que certains « camarades-ministres » viennent s'asseoir dans les fauteuils du gouvernement bourgeois.

Mais Lénine condamne aussi comme traîtres au prolétariat, tous ceux qui veulent faire croire qu'il y a une solution intermédiaire entre le pouvoir des bourgeois et celui des ouvriers.

L'extrait qui suit est la meilleure condamnation des formules comme celle de « Gouvernement d'Union démocratique » :

« Le point le plus important, que ne comprennent pas les socialistes et qui constitue leur trahison envers le prolétariat, c'est que, dans la société capitaliste, dès que s'aggrave la lutte de classe qui est à sa base, il n'y a pas de milieu entre la dictature de la bourgeoisie et la dictature du prolétariat. Tous les rêves d'une solution intermédiaire ne sont que des lamentations réactionnaires de petits bourgeois ».

Et Lénine précise encore sa pensée en affirmant :

« Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire ».

Pour nous, trotskystes, ces leçons marxistes citées par Lénine restent plus vraies que jamais.

A ceux qui répondent « Et les démocraties populaires ? », nous faisons remarquer qu'elles ne sont pas du tout le produit de soulèvements prolétariens, mais simplement le produit de la pression russe sur de petits Etats bourgeois.

Dans un seul cas, celui de Yougoslavie, il y a eu de vastes mouvements populaires. Mais, justement, la situation actuelle de la Yougoslavie prouve que la « démocratie populaire » ne règle en rien le problème de la lutte qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie.



Fidèle aux leçons de Lénine, le P.C.I. ne lutte pas aujourd'hui pour un nouveau panier de crabes tripartite, mais pour un Gouvernement ouvrier et paysan, appuyé et contrôlé par les comités de travailleurs armés dans tout le pays. C'est le seul moyen d'en finir avec la misère, le fascisme et la guerre. C'est le grand enseignement de Lénine.

## LIEBNECKT

Gary Davis prétend vouloir aujourd'hui lutter contre la guerre. Il n'a pas compris la grande leçon d'internationalisme prolétarien qu'il y a 30 ans, Karl Liebknecht donna au mouvement ouvrier.

En 1914, Karl Liebknecht fut le seul député au Reichstag à s'opposer avec violence à la guerre en refusant de voter les crédits militaires ; et cela au moment même où chaque section de la II<sup>e</sup> Internationale s'effondrait dans le marais de la Défense nationale.

En pleine guerre impérialiste il fonda avec R. Luxemburg le « Spartacus Bund », fraction marxiste-léniniste de la social-démocratie allemande qui devait plus tard devenir le P. C. allemand.

L'infatigable révolutionnaire avait compris, à l'encontre de Gary Davis, que la cause de la guerre réside de nos jours dans la nature même du régime capitaliste ; la destruction totale de ce régime étant la condition première pour connaître la Paix.

S'adressant aux jeunes du monde entier il s'écriait : « L'ennemi est dans notre propre pays, prolétaires, unissons-nous », et il invitait les jeunes sous l'uniforme à retourner leurs armes contre leur propre bourgeoisie nationale.

La meilleure preuve de la justesse des appels de Karl Liebknecht nous a été donnée par les bourgeois eux-mêmes : ils le firent assassiner en 1919 ainsi que R. Luxemburg et se servirent, pour le faire, du bras du social-démocrate Noske, que Jules Moch semble avoir pris pour modèle.

Aujourd'hui la police de Moch assassine les mineurs et boit le coup avec Gary Davis ! C'est montrer clairement que Liebknecht et les mineurs ne sont pas dans le même camp que le clown de Chaillot.

Jean CARIOU.

## Rosa LUXEMBOURG

« J'espère mourir à mon poste, dans une bataille de rues ou dans un pénitencier ».

(Lettre du 2 mai 1917).

Comme la plupart des militants ouvriers qui se dressèrent contre la guerre, Rosa Luxemburg fut arrêtée ; maintenue en prison tout au long de la guerre elle s'efforça de sa cellule de diriger la poussée révolutionnaire de la classe ouvrière allemande.

« Préparer la Révolution qui devait ouvrir la route au socialisme, fût la tâche de toute sa vie et le seul but que connut l'ambition de cette femme unique ». (Clara Zetkin).

Comme son camarade de combat Karl Liebknecht elle fut assassinée par la contre-révolution que dirigeaient les sociaux-démocrates Ebert, Scheidemann et le chien sanglant Noske.

Aujourd'hui les bouffeurs de « boche » n'osent plus honorer la mémoire de Karl et Rosa. Mais les véritables révolutionnaires disent comme le disait G. Zinoviev, président du comité exécutif de l'INTERNATIONALE COMMUNISTE, le 13 juin 1919, devant la tombe de la grande fondatrice de l'Internationale communiste : « Avec l'avant garde prolétarienne du monde entier nous plions le genou ».

Eternelle mémoire à Rosa Luxemburg.



# DANS LA RÉGION NANTAISE

## 54 employés licenciés dans une des Caisses de la Sécurité Sociale

Le plan de licenciements massifs pour raison de compression budgétaire a commencé d'être réalisé : 54 employés d'une des caisses de Nantes ont été licenciés récemment. Mais en fait, il est à prévoir que, d'une façon plus ou moins rapide et échelonnée, se sont des centaines d'employés, surtout des femmes, qui seront, dans les mois qui viennent, privés de leur travail.

Or il ne peut être question d'envisager leur reclassement dans le privé, le travail manque totalement à Nantes pour la main-d'œuvre féminine. Licencié équivaut donc à priver du strict droit à l'existence (le fonds de chômage n'étant même pas ouvert).

En face de ces mesures, quelle est la position de la C.G.T. ? « Des licenciements seront nécessaires. Il faut « faire comprendre aux employés que leur convention collective est favorable, qu'ils sont en flèche et, sans « renoncer à leurs revendications, il leur faut être raisonnables ».

Voilà ce qu'écrivaient, il y a plusieurs mois, les responsables syndicaux aux administrateurs C.G.T. des caisses locales.

Ainsi les dirigeants staliniens, comme réformistes répondent aux menaces de licenciement en les acceptant, pour se faire les « bons administrateurs de la S. S. dont ils ont voulu assurer la gestion ».

On ne peut à la fois servir les intérêts des travailleurs et « réaliser des économies que le Gouvernement utilisera « pour son budget de classe ». (V. O. du 12 janvier).

Les employés de la S. S. syndiqués C.G.T.-F.O.-C.F.T.C. doivent condamner toute cette orientation et constituer dans chaque caisse des COMITÉS D'UNITÉ D'ACTION contre les licenciements.

Si un certain gonflement des cadres administratifs (chefs de service en surnombre) et l'élargissement de l'éventail des salaires, au profit exclusif des cadres supérieurs, ont contribué à grever le budget de la S. S., les employés ne doivent pas en faire les frais. Si par ailleurs, il n'y a pas assez de travail pour tous, sur les bases actuelles (45 ou 48 heures), il faut exiger l'échelle mobile des heures de travail avec garantie du salaire actuel.

## Abonnez-vous au "MILITANT"

Les frais élevés nous empêchent de mettre « Le Militant » dans les kiosques.

Une seule solution pour tous ceux que notre bulletin intéresse et qui veulent le soutenir :

### S'ABONNER

Pour 12 numéros : 100 fr. Adressez le mandat à Jean CARIOU, 30, rue Jules-Noël, Quimper, C.C.P. 465-68 Rennes.

En vue de soutenir la campagne d'abonnement pour « La Vérité », toute personne prenant un abonnement d'un an à « La Vérité » sera abonnée automatiquement au « Militant ».

L'abonnement à « La Vérité » est de 200 fr. Adressez le mandat à l'adresse ci-dessus.

Diffusez "LE MILITANT"

## Suppression de la formation professionnelle accélérée ?

La Radiodiffusion nationale annonçait dernièrement la stricte limitation des centres de F.P.A. aux centres prioritaires (c'est-à-dire essentiellement le bâtiment) et leur réduction à une centaine.

Par ailleurs, le centre de F.P.A. métaux de Nantes a brusquement refusé d'admettre à la dernière session, tous les candidats de Nantes et même de la Loire-Inférieure, reconnus aptes aux examens d'entrées, sous prétexte que la commission départementale de la F.P.A., dominée par les patrons, a des perspectives très incertaines sur le placement des stagiaires dans l'industrie. Ainsi, on subordonne la formation professionnelle des jeunes gens aux stricts besoins du patronat local. Et par ce fait on condamne immédiatement au chômage des jeunes qui, comme manœuvres, auront actuellement encore plus de difficultés à trouver du travail que comme ouvriers qualifiés.

La F.P.A., qui répond à un besoin certain chez les jeunes et les adultes qui n'ont pu apprendre un métier alors qu'ils en avaient toutes les capacités, doit être maintenue coûte que coûte et dans son intégrité.

Pour cela il est nécessaire que les stagiaires des centres de F.P.A. qui sont des travailleurs comme les autres, syndiqués ou non, se montrent solidaires de leurs camarades à qui on refuse l'entrée en apprentissage, et engagent immédiatement des actions contre la suppression des sections, voire du centre, comme contre toutes mesures arbitraires, comme celles que nous venons de signaler. Ils doivent, dans une telle action, exiger l'appui de leurs Fédérations syndicales respectives, et avant tout de la C.G.T. qui avait, jusqu'à ces temps derniers, le contrôle sur la F.P.A.

## DANS LA RÉGION NANTAISE

Cette page devient la continuation du « Prolétaire de l'Ouest », publié pendant longtemps par les militants du P.C.I. de Nantes. La coordination de nos efforts augmentera l'efficacité de notre action).



Pour connaître la ligne politique de la 4<sup>e</sup> Internationale.

Pour connaître la lutte de toutes les sections trotskystes dans le monde. Il est indispensable de lire la revue

### QUATRIÈME INTERNATIONALE

L'abonnement : 300 fr. Adressez le mandat à M<sup>lle</sup> WEILL, boîte postale n° 124, PARIS (15<sup>e</sup>)  
Compte chèque postal 5672-07 PARIS

Le Gérant : CALVÈS André.